

Enquête publique Ligne 18 juin-juillet 2020 – avis du Collectif Urgence Saclay

Alors qu'une remise à plat complète de la DUP de mars 2017 s'imposerait, face aux évolutions et aux retards du projet, à ses surcoûts, aux fortes incertitudes économiques et démographiques, aux oppositions constamment exprimées non seulement par la population et par les experts, mais maintenant par une fraction grandissante du personnel des établissements du cluster Paris Saclay, et devant l'urgence d'une transition écologique affectant les principes mêmes d'aménagement du territoire (notamment avec le principe de Zéro Artificialisation Nette) et les évolutions prévisibles des modalités de déplacements quotidiens (développement du télétravail, du télé-enseignement et du co-working), c'est au contraire un bouclage accéléré du projet de ligne 18 qui est lancé.

Cette enquête publique « modificative », organisée dans la précipitation au sortir de la crise sanitaire liée au COVID19, ne prévoit aucune réunion publique, alors qu'elle porte sur des évolutions majeures du projet. Notamment trois points nous semblent hautement problématiques :

- la gare CEA Saint-Aubin : l'implantation de cette gare, avec son périmètre d'urbanisation associé (dans un rayon de 500 m) va, de l'aveu même de la SGP, porter atteinte aux terres de la ZPNAF normalement protégées par la loi du Grand Paris, et créer un départ d'urbanisation importante dans cette zone. Il s'agit donc d'une menace majeure sur la viabilité des activités agricoles du plateau, qui doit être examinée dès maintenant dans toutes ses conséquences environnementales et socio-économiques.

- le coût estimatif du projet passe de 3.1 Mds€ à 4.45 Mds€, soit une augmentation de 42%, dans un contexte économique et une conjoncture qui ont profondément évolué depuis la DUP initiale de 2017 (Décret n°2017-425 du 28 mars 2017)

- l'étude socio-économique fournie par la SGP s'appuie sur des hypothèses, des modèles et des projections très différentes de celle ayant abouti à la DUP de 2017, et sans surprise affiche un bilan (VAN) substantiellement différent (passant de 185M€ à 5900 M€). Dans un contexte économique aussi incertain (peut-on sérieusement tabler, comme le fait la SGP, sur une croissance soutenue de 1.5% de PIB dans les dix prochaines années ? comment prend-on en compte la forte récession qui va en tout état de cause affecter l'année 2020 ?), la moindre des choses serait que cette étude hautement technique soit accompagnée d'une contre-expertise indépendante, comme cela avait été le cas en 2016. Une première analyse a été proposée par le collectif d'associations COLOS, qui montre que beaucoup d'hypothèses retenues par la SGP sont fortement contestables :

http://www.colos.info/images/doc/Ligne-18_critique-evaluation-socio-economique-2020.pdf

On ne peut laisser le porteur d'un projet d'aménagement être ainsi juge et partie dans l'évaluation de l'intérêt de son projet pour la collectivité. La moindre des choses serait de présenter au public et aux experts, sous une forme compréhensible et contradictoire, les différents éléments de cette évaluation socio-économique.

Afin de permettre d'une part l'organisation de réunions publiques, et d'autre part une contre-analyse du bilan socio-économique du projet, le collectif Urgence Saclay demande à ce que la présente enquête publique soit prolongée, voire reportée à la rentrée prochaine.

En l'état du dossier et des informations apportées par la SGP, Urgence Saclay se prononce contre la réalisation de la Ligne 18 du GPE, un projet surdimensionné et ruineux, qui sous le prétexte de renforcer « l'attractivité » d'un territoire, vise en réalité des objectifs de pur prestige, de valorisation foncière et de développement urbain massif qui ne sont plus recevables dans le contexte de la crise environnementale et climatique que nous connaissons.